5 CENTIMES

L'Egalité

5 CENTIMES

DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Socialiste Quotidien

HUITIEME ANNEE. — N° 127

MERCREDI 7 MAI 1902

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
Nord et Départements limitrophes	4 fr. 50.	9 fr.	16 fr.
Autres Départements	5 fr. 50.	11 fr.	22 fr.

RÉDACTION et ADMINISTRATION :
ROUBAIX, 146, Rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

ANNONCES
Les annonces sont reçues directement au Bureau du Journal et dans toutes les agences de publicité
ROUBAIX, 146, rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

Les Elections Législatives de 1902

Le Scrutin de Ballottage

COMITE DE DIRECTION POLITIQUE du Réveil du Nord et de l'Egalité

Le Comité de Direction politique du « Réveil du Nord » et de l' « Egalité » s'est réuni lundi 5 mai, à l'effet d'examiner la situation créée, dans la région du Nord, par le scrutin du 27 avril.

Le Comité a entendu plusieurs délégations et pris connaissance de nombreuses communications émanant des première et deuxième circonscriptions de Douai, de la deuxième circonscription de Cambrai.

A la demande de plusieurs délégués, il a sursis à statuer au sujet de ces circonscriptions.

A l'unanimité, il a ensuite décidé de patronner :

— Dans la deuxième circonscription de Lille, la candidature Henri GHESQUIERE ;

— Dans la troisième circonscription de Lille, la candidature Gustave DELORY ;

— Dans la huitième circonscription de Lille, la candidature Gustave DRON ;

— Dans la première circonscription de Valenciennes, la candidature Anatole DEBIEVE ;

— Dans la deuxième circonscription de Valenciennes, la candidature Ferdinand LEPEZ ;

— Dans la troisième circonscription de Valenciennes, la candidature Auguste SELLE ;

— Dans la quatrième circonscription de Béthune, la candidature Henri CADOT ;

— Dans la deuxième circonscription de Boulogne-sur-Mer, la candidature Louis MILL ;

— Dans la première circonscription de Saint-Quentin, la candidature Henri TUROT.

Le Comité tiendra une nouvelle réunion demain soir, mardi, à neuf heures.

Pour le Comité : *Le secrétaire,*
G. SIAUVE-EVAUSY.

N. B. — Le citoyen Siauve-Evausy, rédacteur en chef du Réveil du Nord et de l'Egalité, recevra jusqu'à huit heures du soir, aujourd'hui, les communications orales ou écrites que l'on désirerait faire au Comité sur les circonscriptions relativement auxquelles il n'a pas encore été pris de décision définitive.

DERNIÈRES CARTOUCHES

J'ai visité, il y a une douzaine d'années la maison de Bazeilles qui fut illustrée par l'héroïque épisode des dernières cartouches. Je me rappelle que j'y fus pris d'un douloureux serrement de cœur à regarder ces murs silencieux encore noirs des fumées de la poudre. J'avais la bataille dans les yeux, j'étais comme soulevé dans un tourbillon d'âmes.

C'est une émotion que vous auriez certainement partagée avec moi ; car bien que certains masques nationalistes monopolisent le patriotisme en s'intitulant candidats du parti socialiste français, j'aime encore à penser que notre socialisme n'est pas un socialisme chinois et qu'il ne nous est pas défendu de pleurer sur les morts tombés pour le drapeau.

Seulement, voilà, si les dernières cartouches de Bazeilles nous émeuvent, celles du nationalisme nous font légèrement sourire. Ce ne sont plus des spectres, ce sont des marionnettes qui défilent dans la citadelle surmontée d'un drapeau d'arlequin.

Pauvres cartouches ! Elles sont tellement mouillées qu'on ne pourra jamais les tirer.

En attendant, ces messieurs de la Patrie Française nous font savoir comment ils les ont confectionnées, non sans nous dire quel beau résultat ils en attendent.

Tout d'abord il ne nous reste qu'à bien nous tenir, car les voilà prêts à se désister les uns pour les autres, afin d'assurer le triomphe de la probité sur les vendus et les traîtres que nous sommes. Moi, je veux bien. Le nazaréen avait déjà dit ou à peu près : « Si vous voulez gagner le royaume des cieux, désistez-vous les uns pour les autres ». Ne s'était-on pas écrié une autre fois : « Laissez venir à moi les petits désistements ».

L'ennuyeux pour ces tranche-montagnes, est qu'ils n'auront pas à se désister beaucoup, car ils ont fait à peu près tout ce qu'ils pouvaient faire dès le premier tour de scrutin et encore leur faudrait-il beaucoup de ballottages pour nous écraser avec beaucoup de désistements. Entre temps, ils nous font des confidences qui ne manquent pas d'intérêt. L'un d'eux qui appartient à la fraction royaliste du parti, déclarait hier à un preux rédacteur du *Gaulois*, que tout aurait bien mieux marché en province si on y avait opéré comme à Paris, au moyen d'une propagande savamment appropriée aux circonstances.

L'aveu est touchant. Nous nous étions bien un peu douté que les royalistes avaient été et sont encore à Paris les collaborateurs habiles et discrets des candidats nationalistes qui ont le toupet de se présenter, avec l'étiquette républicaine, mais il s'étaient jusqu'à présent bien gardés de nous le dire publiquement. Il faut croire que l'excès de confiance leur a délié la langue.

Elle l'a leur a si bien déliée qu'ils annoncent dans leurs feuilles le triomphe de M. le comte Jean de Pontevès de Sabran sur l'infortuné qui cause en ce moment avec vous, dans ce coin du journal. Je leur ferai remarquer une simple petite chose : c'est qu'il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, et qu'il faut encore moins me proclamer battu avant de m'avoir flanqué par terre. Quand Sabran commandait son régiment il lui appartenait d'accorder ou de refuser les permissions de sortie à ses pioupious. Maintenant c'est à moi qu'il devrait demander une permission d'entrée au Palais-Bourbon. Et je n'ai pas besoin de vous dire que je la lui refuserais, même s'il me la demandait au nom de ses aïeux. Silence dans les rangs, commandant, et pas de rouspétance, comme on gazouille au régiment. Le 11 mai prochain je vous prouverai, du haut de mes huit ou dix mille suffrages, qu'il y a témérité à se frotter aux vieux lutteurs républicains de mon espèce et qu'il y a folie à rêver de courber sous le joug de la monarchie et du cléricalisme une population de travailleurs, hardis et éclairés comme celle de la première circonscription du dix-neuvième arrondissement de Paris.

Clovis HUGUES.

Le Ballottage à Lille

Le *Progrès du Nord* d'hier annonce pour ce soir une réunion des comités démocratiques de Lille dans le but évident de fixer l'attitude des républicains radicaux au scrutin de dimanche prochain.

Il faut attendre avec anxiété la décision qui sortira de cette délibération ; car, dépassant la simple portée d'une élection législative locale, elle pèsera lourdement et longtemps sur l'avenir républicain de notre ville.

J'ai déjà démontré — et personne ne l'a contesté — qu'il n'y avait pour la sécurité républicaine à Lille d'autre base que l'accord électoral de tous les éléments démocratiques : républicains et socialistes. Hors de là, c'est l'avènement de la réaction cléricale.

En leur réunion de ce soir, les comités radicaux lillois — qu'ils en soient bien pénétrés — vont ou bien assurer les chances de réalisation des espérances réactionnaires, ou bien consolider l'édifice, trop ébranlé déjà, de l'union socialiste et républicaine à laquelle, de 1896 à 1900, la démocratie lilloise a dû de si belles victoires.

Je ne veux pas dire qu'en se refusant à reporter dimanche sur les candidats socialistes les voix de leur parti les radicaux assumeraient la responsabilité intégrale des événements du lendemain.

Personne n'ignore plus à quel point les extravagances de parole, de plume et de tactique, commises en ces dernières années par les dirigeants parisiens du P. O. F. et propagées consciencieusement en province, ont rendu difficiles et pénibles toutes relations avec cette organisation. Et je ne fais aucune difficulté pour reconnaître que si, dans un moment d'erreur politique, les radicaux prenaient ce soir une décision achevant la rupture, celle-ci a été enquelque sorte, préparée et voulue par l'intolérance épineuse des hommes qui, depuis trois années, ont dirigé et compromis à Lille l'organisation des travailleurs socialistes.

Mais, si justifiée en apparence que soit l'irritation des radicaux — fatigués de se voir traités « en classe ennemie » entre deux élections et « en classe de renfort » aux heures du scrutin — j'estime que le moment n'a jamais été si mal choisi pour consommer l'irréparable séparation.

En effet, il n'est pas douteux qu'un sentiment de lassitude très vif se manifeste dans le Parti Ouvrier lui-même et que le jour est proche où les ouvriers lillois en auront assez d'être livrés sans trêve ni répit aux expériences haineuses des parisiens du Conseil national du P. O. F., et de voir par elles compromis tous les résultats du passé.

Je n'en veux d'autre preuve que le vote de mardi à la section lilloise du Parti Ouvrier. La proposition si sensée de Ghesquière — qui consistait à faire la part du feu pour assurer le sauvetage du reste — était, il faut le reconnaître, dure à accepter. Un parti ne se résigne pas facilement à retirer un candidat qui a obtenu 5.000 voix pour céder la place au représentant de 1.500 électeurs ; et la cause était belle à défendre pour ceux qui voulaient s'opposer à une concession dont il n'existe pas de précédents au profit du Parti Ouvrier.

Et cependant, il s'en est fallu de quelques voix qu'elle ne fut adoptée ! Plus de la moitié des membres du Parti était disposée à la voter ; et il fallut, pour déplacer la majorité, la grosse influence de Delory dont le bon sens pratique s'émousse de plus en plus au contact rugueux des théoriciens de la défaite ouvrière.

Qu'est-ce que cela prouve ? Que les temps approchent, où, reprenant pour elle-même la direction de ses destinées abandonnée à des chefs qui l'ont menée de désastre en désastre, la classe ouvrière lilloise reprendra le chemin qui, de 1896 à 1900, l'avait conduite de victoire en victoire.

En outre, les nombreux socialistes lillois qui n'ont pas éprouvé le besoin de placer ou de conserver leur cerveau sous la domination intellectuelle des citoyens Renard, Vérecque, Bracke, Norange et Demesie, et qui sont restés jusqu'ici à l'écart, vont être obligés de se grouper et de se concerter pour contribuer à enrayer la débâcle qui menace de tout emporter, et pour travailler à sauver l'Hôtel-de-Ville de la réaction qui la guette.

Non, les chefs radicaux ne peuvent choisir cette heure de réveil pour prendre dans l'échec possible de dimanche, la part la plus visible de responsabilité !

Qu'ils ne s'arrêtent ni aux souvenirs des attaques passées, ni même à l'ironie des attaques présentes ! Qu'importe que le P. O. F. ait dit hier que la République était indifférente à la classe ouvrière, lorsque le P. O. F. se dément lui-même aujourd'hui à Lille, à Grenoble, à Montluçon, à Issoudun, en réclamant des suffrages au nom de la sauvegarde de la *République ?* Qu'importent les attaques aux radicaux, d'un Renard plus ou moins gaffeur dans le *Travailleur* d'hier, lorsque les sont démenties *sur tous les murs de Lille* par l'affichage, aux frais du P. O. F., de la proclamation des chefs du radicalisme, vitée par Delory et Ghesquière ?

Les voilà, la leçon des événements et des faits, le châtiment des exagérations et des injustices !

Il n'en est point besoin d'autre.

En y ajoutant, par leur silence ou leur abstention, le succès des Franchomme et des Lortholois, les radicaux se chatieraient eux-mêmes ; car ils creuseraient plus profond encore le fossé que les *socialistes* et les républicains doivent combler ensemble, sous peine d'y disparaître et les uns et les autres.

L'heure n'est ni à la colère ni à la rancune ; *elle est à la raison.*

Et la raison dit aux radicaux d'assurer le triomphe de la République en faisant voter pour Delory et Ghesquière *comme* les socialistes valenciennois font voter pour Debieve et Lepez.

Ed. DELESALLE

Campagne d'argent

Avec une incroyable impudence, les journaux de la congrégation, leur journal officiel la *Croix*, indiquent quels sont les moyens sur lesquels ils comptent pour arriver à leur triste fin électorale.

C'est l'argent qui est leur unique argument. C'est à l'action démoralisante de l'argent qu'ils espèrent devoir obtenir leurs succès électoraux. Voici d'ailleurs l'aveu cynique de la *Croix*, que nous avons déjà publié et croyons bon de remettre sous les yeux de nos lecteurs :

C'est un sacrifice d'argent. De grosses sommes ont été dépensées pour le premier tour de scrutin. Il en faut encore de grosses pour le second.

Nous ouvrons donc de nouveau la souscription électorale, suppliant nos lecteurs de s'y montrer, comme toujours, généreux.

Donnons, chers lecteurs, donnons sans compter.

Les électeurs honnêtes, qui placent au-dessus de tout leurs convictions personnelles, qui défendent des idées et non des intérêts, laisseront-ils s'accréditer de semblables mœurs ? Est-ce qu'ils se laisseront mener au scrutin comme des moutons au marché ?

Suffira-t-il à de riches cléricaux, à des Lorthiois, à des Franchomme, à des Dervaux, à des Caullet, à des Thellier de Poncheville, etc., d'avoir de l'argent pour venir à bout de la conscience publique ?

Nous espérons, au contraire, que la conscience publique se révoltera et criera son mépris et son dégoût aux hommes qui avouent avec un pareil cynisme leur volonté de la corrompre.

LETTRE DE BELGIQUE

(De notre correspondant spécial)

Bruxelles, 5 mai.

LE CONGRES DU PARTI OUVRIER

Au moment où j'écris ces lignes, le Congrès extraordinaire du Parti Ouvrier vient d'approuver à une immense majorité l'attitude du Conseil général, décrétant la reprise du travail dans les conditions qu'on sait.

Ce vote n'a surpris personne ; aussi nous arrêtera-t-il peu. Ce qui a été plus réconfortant a été de voir les délégués de tous les groupes de toutes les régions affirmer solennellement la concorde et l'union de tous les socialistes belges. Qu'avait-on donc parlé de crise ? Qui avait prononcé le mot de scission ? Ce terme est exclu du vocabulaire du Parti Ouvrier ; il n'y aura jamais cours.

Ceux même qui ont critiqué, ont déclaré que leurs critiques tendaient à la consolidation de l'unité de notre parti ; leur conclusion pratique consistait dans la réorganisation du Conseil général, afin qu'il représentât d'une façon tout à fait adéquate le parti. Ce serait le gage d'une union plus intime encore. Avec sang-froid, les événements derniers ont été envisagés. L'impression que beaucoup en ont gardée, c'est qu'il y a lieu pour le Parti ouvrier de tourner de plus en plus le dos aux libéraux. Ils ont rendu impossible l'obstruction parlementaire, et leurs bourgmestres dans les grandes villes, ont assuré l'« ordre » dans la rue, au profit du cléricalisme. Leur démocratie est fatalement stérile, parce qu'elle est viciée par l'esprit de classe ; elle est impuissante, parce qu'elle est prisonnière de la légalité. Notre politique doit se dégager entièrement de toute compromission avec les partis bourgeois.

Destrée a nettement exposé la nécessité pour le Parti ouvrier d'entretenir dans le prolétariat l'esprit révolutionnaire la notion de lutte des classes. Ce n'est qu'en nous inspirant de nos propres principes et nous soustrayant à l'influence de toutes les démocraties frelatées des bourgeois que nous réaliserons notre but.

Une question qui semblait également devoir provoquer des débats assez vifs était celle que posait cette conclusion du rapport présenté par le citoyen Lekeu : « Il y a lieu de déclarer ouverte la campagne républicaine ».

Le rôle du roi dans la crise politique belge a été significatif. Lui qui a une politique personnelle lorsqu'il s'agit de favoriser des entreprises coloniales et financières ou d'entraver le vote de lois de moralisation sociale, est resté muet, sans politique personnelle lorsqu'il pouvait assurer la paix et la justice. Il est bien apparu comme le roi du capitalisme, comme l'agent de la résistance à la politique démocratique.

Fatalement notre prolétariat a tiré cette conclusion des événements passés et le rapport susdit la formulait, en déclarant ouverte la campagne républicaine. D'aucuns ont trouvé maladroite cette résolution. Il n'y avait pas lieu d'encombrer notre mouvement d'émancipation politique par cet élément secondaire. Un seul but immédiat devait suffire.

Une polémique s'était engagée à ce sujet dans les colonnes du « Peuple ». Au Congrès, l'attention ne s'est guère portée sur cette question ; à peine en a-t-on parlé. C'est que, en effet, les deux thèses extrêmes étaient inexactes. La République est à notre programme ; il ne convient donc ni de l'y inscrire, ni de la proscrire. Tout socialiste est républicain ; et si, dans la pratique, nous attribuons à chaque point de programme l'ampleur que réclament des circonstances propices, nul ne peut songer que la question de la République puisse un seul instant être mise de côté.

LE PREMIER MAI

Malgré l'effort, dans lequel s'était épuisé le Parti Ouvrier, la Fête du Travail a été commémorée. Certes, elle n'a pas donné lieu aux solennités, dont nous sommes accoutumés d'entourer cette journée ; nos cortèges n'ont pas eu l'appareil et le luxe des années précédentes. Mais néanmoins, il y a eu un Premier Mai en Belgique.

Dans la plupart de nos villes, il a eu l'allure endeuillée qui convenait après les fusillades de la semaine précédente ; on ne pouvait faire fête, alors que des tombes venaient à peine de se refermer. Nos pèlerinages, au lieu d'être vers les bois et les campagnes en travail de régénération, ont été vers les cimetières. Et là tous nous nous avons été prêter le serment que bientôt nous aurions vengé nos morts, en faisant triompher dans un bref délai le Suffrage Universel.

NOUVELLES DIVERSES

La Maison du Peuple de Bruxelles organise, dans le courant de ce mois, une exposition artistique. Le montant des entrées sera consacré à soulager la misère des familles de ceux qui ont été tués lors du dernier mouvement.

Les derniers événements donnent de l'intérêt à cette comparaison en chiffres, que nous empruntons au budget de la gendarmerie. En 1880, le corps comprenait 50 officiers et 1,020 hommes ; en 1902, il a un effectif de 71 officiers et 2,903 hommes. La réaction ne cesse de renforcer sa bande de gardes-chiourme contre l'ennemi intérieur.

La Belgique ouvre prochainement son institut Pasteur, installé à Bruxelles.

Nous sommes engagés en plein dans la bataille électorale ; une campagne ardente de meetings est ouverte. Les polls pour la désignation des candidats ont donné lieu à quelques incidents ; à Anvers notamment, où le Conseil général a ordonné un nouveau poll. De plus en plus, nous voyons se produire les conséquences défavorables de la représentation proportionnelle, au point de vue de la moralité. Le système électoral qui assure la victoire indubitable de ceux qui figurent en tête de liste et l'échec tout aussi certain de ceux qui ne viennent pas en ordre utile provoque fatalement des défaillances.

Signalons que le Congrès du Parti Ouvrier Belge a voté à nouveau un vœu ardent en faveur de l'union des forces socialistes de France.

Léon MEYSMANS.

LE CHANT DU COQ

Un règlement de police, généralement peu connu, interdit le chant du coq à Paris. On tolère bien chez les Parisiens l'élevage des poules, mais défense expresse de leur adjoindre un coq dont le cocorico, trop matinal, troublerait le sommeil du voisinage.

Or — et ceci a vraiment l'air d'une fable — un bon menuisier a des poules dans sa cour parce que sa femme, malade a constamment besoin d'œufs frais. N'y avait-il que des poules dans son poulailler ? Un voisin assurait que non. Il dénonça à la police l'existence d'un coq qui claironnait insolemment au lever du jour et l'empêchait de dormir. Naturellement visite policière ; investigations ; pas plus de coq que de duvet sur un œuf ! Mais le voisin renouvela sa plainte : « Il y a un coq ! protestait-il. Je l'ai entendu chanter trois fois, comme celui de Saint-Pierre ! »

On rouvrit l'enquête et on allait la fermer sans résultats, en même temps que la porte du poulailler, lorsqu'on découvrit que c'était le voisin lui-même qui, désireux de faire une bonne farce au menuisier, imitait lui-même, à la perfection, le chant du coq chaque matin. Comme on peut le penser, c'est ce facétieux personnage qui a attrapé la contravention.

Çà et Là

UN HOMME PREHISTORIQUE.

Des ouvriers, creusant un tunnel dans le Kansas, ont découvert, à une profondeur de vingt et un mètres, un squelette humain qui, d'après l'opinion de savants anthropologistes, date de l'époque des glaciers.

Les ossements étaient recouverts d'une couche de pierre.

L'os frontal s'aplatit presque immédiatement au-dessus des yeux, indiquant un front peu développé. La partie postérieure du crâne est large et bien développée. A en juger par certaines parties du squelette cet homme préhistorique a dû être d'une taille élevée.

Le savant M. Long, en examinant la couche dans laquelle le squelette a été trouvé, en a conclu que son propriétaire était le contemporain du mastodonte.

—o—

CURES ET THEATRES.

Tout en méprisant les plaisirs de ce monde de tentations et d'horreurs, les curés ne dédaignent pas d'y goûter de temps en temps.

Ainsi, à Rome, ils ont entrepris une véritable campagne en vue d'obtenir la permission de fréquenter les théâtres.

Le désir des ecclésiastiques d'aller entendre les comédiens et admirer les comédiennes qu'ils excommuniaient il y a quelques siècles, est si grand qu'ils ont l'intention d'en demander l'autorisation au souverain-pontife lui-même.

A Paris, ces bons prêtres n'y mettent pas tant de façons.

Quand ils ont l'envie de se rincer l'œil et de se changer les idées en quelque théâtre du boulevard, ils mettent la soutane au rancart et cachent leur état civil sous la redingote et le haute-forme.

Et en laissant un peu pousser les cheveux sur leur tonsure, ils peuvent se distraire en toute sécurité et sans mesure.

Seules les femmes les reconnaissent parce qu'il leur échappe, dans les douceurs de l'intimité, de les appeler « ma chère soeur ».

—o—

UN ELECTEUR DE 102 ANS.

Un fait assez rare pour être signalé s'est produit à Lastic, arrondissement de Saint-Flour, le jour des élections législatives. Un vénérable centenaire du village de Labastide, M. Antoine Durand, âgé de cent deux ans, s'est rendu à pied au scrutin et cela, malgré une pluie torrentielle, capable d'arrêter de plus jeunes que lui. Les amis du centenaire ont profité de l'occasion pour le conduire à l'auberge et boire à sa verte vieillesse.

Nouvelles à la Main

Le petit vicomte de C..., joueur et viveur, saute au cou d'un de ses amis :

— Mon cher, je crois que je viens de faire une heureuse !

— Comment cela ?

— On voulait me marier avec une délicieuse jeune fille... et j'ai refusé.

NOS DÉPÊCHES

(Par Services Téléphoniques Spéciaux)

LES ELECTIONS LÉGISLATIVES

La candidature Brisson

Paris, 5 mai. — M. Henri Brisson n'est plus candidat à Die, dans la Drôme.

On communique en effet, le télégramme suivant que M. Brisson a adressé dimanche soir à M. Dumont, au Cercle démocratique de la Fédération de Valence :

« Chers amis,

» Par son télégramme du 30 avril, reçu le 1er mai, votre fédération m'offrait la candidature au nom des trois candidats républicains de Die, de tous les comités républicains, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement de la représentation républicaine.

» J'ai accepté cette candidature d'union entre tous les républicains et, sur votre demande, je vous ai annoncé mon arrivée dans la Drôme pour le vendredi soir, 2 mai. Le matin du 2 mai, au moment où j'allais partir, j'ai reçu un télégramme de vous me demandant d'ajourner mon départ jusqu'à nouvel avis.

» Dans la même journée, vous m'avez adressé un second télégramme dans le même sens. Je me suis conformé à vos avis sans en connaître les motifs.

» Malgré mon désir de me trouver au milieu de vous, je suis resté à Paris. A la suite d'incidents que j'ignore, l'un des candidats a posé de nouveau sa candidature. Les conditions dans lesquelles j'avais accepté n'existent donc plus. C'était une candidature d'union. Cette situation nouvelle, ramenant la division entre républicains, me détermine à retirer mon acceptation.

» Je reste profondément touché des témoignages de sympathie que j'ai reçus des républicains de la Drôme à cette occasion et je demeure votre bien dévoué. »

M. Brisson, candidat à Marseille

Paris, 5 mai. — M. Brisson a définitivement accepté la candidature de l'Union Républicaine qui lui était offerte par le Comité républicain de la 4e circonscription de Marseille.

M. Brisson a eu cet après-midi, au ministère de l'Intérieur, une entrevue avec le Président du Conseil, entrevue à laquelle assistait M. Chevillon.

Le citoyen Vaulbert et M. Chevillon s'étant retirés en faveur de M. Brisson, il ne reste plus en présence de l'ancien président du Conseil que M. Gay, royaliste.

M. Brisson partira demain pour Marseille. Il a envoyé cet après-midi, par dépêche, sa déclaration de candidature à la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Rappelons qu'au premier tour de scrutin, les suffrages s'étaient ainsi répartis dans la quatrième circonscription de Marseille :

M. Chevillon, député sortant, radical-socialiste 3,160 voix ; Gay, conseiller général, monarchiste ; 2,889 ; Vaulbert, socialiste, 2,550 ; Arlaud, radical, 1,190 ; Tressaud, socialiste, 841 ; Belugou, radical, 275.

APPEL A LA DISCIPLINE RÉPUBLICAINE

On nous communique l'appel suivant :

« Dans l'intérêt supérieur de la République, les comités soussignés recommandent aux électeurs républicains la discipline la plus stricte et les adjurent de donner leurs voix au deuxième tour de scrutin au candidat républicain antinationaliste, qui a obtenu au premier tour le plus grand nombre de suffrages.

Pour le Comité exécutif du parti républicain-radical et radical-socialiste.
Léon Bourgeois, député ; Camille Pelletan, député ; Valle, sénateur.
Pour la Ligue d'action républicaine :
Delpech, sénateur ; Paul Strauss, sénateur ; Gaston Doumergue, député.
Pour l'Alliance républicaine démocratique :
A. Carnot, président ; J. Magnin, sénateur ; V. Lourties, sénateur.
Pour le Comité républicain du commerce et de l'industrie :
Mascuraud, président ; L. Bellan, vice-président ; Colas, secrétaire-général.

L'Election de Millerand

Nous lisons dans le *Cri de Paris* :

« La Ligue de la Patrie française a surtout dirigé ses efforts, au premier tour de scrutin, contre MM. Brisson, Meusrieur et Millerand ; elle a réussi pour les deux premiers, elle essaie d'achever son œuvre pour le troisième.

Une des raisons qui expliquent cette animosité haineuse est celle-ci : tous les ministres députés ayant été réélus, à l'exception de M. Leygues, dont la réélection va toute seule, et de M. Millerand, c'est contre celui-ci que la campagne est organisée pour que le ministère ne soit plus au complet le premier juin.

M. Millerand, déjà violemment attaqué et combattu, sera jusqu'au 11 mai la cible des nationalistes et des conservateurs. Ses amis n'ont d'ailleurs aucune inquiétude sur le résultat final. »

LES MINEURS DE LA LOIRE

Vote de confiance au Comité Fédéral

Saint-Etienne, 5 mai. — Cotte, secrétaire de la Fédération nationale des mineurs, a rendu, hier, compte, devant les mineurs syndiqués de Côte-Chaude, de son mandat au Congrès d'Alais.

La réunion a approuvé sa conduite et a adopté le vote de blâme contre les délégués qui se sont associés aux attaques contre le Comité fédéral national.

La réunion s'est terminée par un vote de confiance au Comité fédéral national, acclamé d'enthousiasme.

Un trust du Savon

New-York, 5 mai. — Le dernier trust en voie de formation est le trust du savon.

La *United states soap Corporation*, dont les bases viennent d'être jetées dans l'Etat de Maine a pour but de fusionner les intérêts de la fabrication du savon dans le pays entier.

Le montant du capital n'est pas connu ; on sait cependant, que la somme requise a été souscrite.

La Triple Alliance

CURIEUSES REVELATIONS

Berlin, 5 mai. — L'Association allemande en faveur des traités de commerce déclare avoir reçu de Rome des informations authentiques au sujet des conférences qui ont eu lieu au mois d'avril à Venise, entre le comte de Bülow et M. Prinetti, ministre italien des affaires étrangères.

D'après ces informations, il aurait été décidé à Venise que les traités existants seraient prolongés jusqu'à la fin de l'année 1904 et que cette prolongation serait renouvelée d'année en année, à moins que, sur ces entrefaites, de nouveaux traités n'eussent été conclus.

Les gouvernements intéressés se sont engagés à ne pas dénoncer les traités actuels dans leur substance et dans leurs détails essentiels.

Ce projet a pour but de retarder la date des négociations officielles et de donner à l'Autriche le temps de régler ses relations commerciales avec la Hongrie et au gouvernement allemand le temps de s'entendre avec le Reichstag.

Après le renouvellement de la triple alliance, « qui doit avoir lieu incessamment », un accord spécial doit intervenir dans ce sens ; l'accord d'après lequel la faculté de prolonger les traités d'année en année jusqu'à ce que de nouveaux traités aient été conclus doit porter sur toute la nouvelle période fixée pour la durée de la triple alliance, c'est-à-dire jusqu'à la fin de décembre 1909.

La *National Zeitung* révoque en doute l'exactitude des informations précédentes et fait observer que tout accord formel relatif à une prolongation provisoire des traités de commerce actuellement existants exigerait la ratification du Reichstag. De plus, il pourrait arriver qu'une entente intime de cette nature entre des hommes d'Etat actuellement au pouvoir soit dénoncée par leurs successeurs.

L'organe libéral national croit, toutefois, qu'il y a peut-être dans ces déclarations une part de vérité et qu'elles peuvent indiquer l'intention du gouvernement allemand de continuer à poursuivre sa politique dilatoire envers l'opposition agrarienne, afin d'éviter un conflit parlementaire décisif au sujet du principe de sa politique en ce qui concerne le tarif.

État désespéré de la reine de Hollande

La Haye, 5 mai. — La reine Wilhelmine, dont l'état devenait satisfaisant, vient de retomber dans un danger grave. Une délivrance prématurée s'est produite hier soir, à 6 heures.

Le professeur Rosenstein, le docteur Roossingh et d'autres médecins se sont rendus aussitôt au château de Loo.

La reine souffrait atrocement et ses cris de douleur s'entendaient dans tout le palais.

A minuit, l'état de la reine est devenu critique.

Tous les médecins sont restés au palais pendant la nuit ; ils ont veillé la reine à tour de rôle.

La délivrance a été achevée artificiellement, et cette opération a duré plusieurs heures.

Ce matin, la reine était encore en vie. Son état est désespéré.

La guerre Sud-Africaine

UNE MACABRE EVASION

Une histoire fantastique. — Dans le tombereau des morts. — Le fossoyeur étranglé.

Londres, 5 mai. — Il était dit qu'au cours de cette interminable guerre du Transvaal, les aventures les plus extraordinaires se produiraient. Voici en effet, le récit, par lui-même, de l'évasion d'un Boer du commando de Ben Viljoen :

— Au mois de novembre dernier, je fus capturé, avec trois cents hommes, près de Balmoral, atteint d'une balle au côté.

Dans le quartier du camp où je fus placé, nous étions, au début, 49 boers. Mais, par suite des décès qui se produisaient chaque jour, le quartier aurait été promptement vide si de nouveaux arrivants ne l'eussent constamment alimenté. Notre situation était des plus lamentables.

Bien que la plupart des internés de notre quartier fussent ou blessés ou malades, il n'y avait pour nous, ni médecins, ni médicaments. Nous mourrions littéralement de faim. On nous donnait pour tous vivres une ration de farine avariée et immangeable, et une ration de viande où les vers grouillaient.

La plupart du temps on n'avait pas de combustible, ni bois, ni charbon, pour faire cuire cette maigre pitance. Le sel et l'eau même faisaient souvent défaut.

Les tortures morales étaient encore plus pénibles que les souffrances physiques. C'était pour nous un crève-cœur de voir chaque jour les camarades succomber sans aucun soin, et chacun voyait venir son tour.

Quant à moi, ma blessure s'était refermée ; j'avais tellement dépéri que mes forces diminuaient dans de telles proportions que je sentais que si je restais encore quelques jours au camp, j'étais irrémédiablement perdu.

Je décidai de tout tenter pour sortir de l'enfer où je me trouvais. Je ne pensais plus, dès lors, qu'à trouver le moyen de m'évader.

La chose n'était pas facile. On sait que les divers quartiers qui constituent les camps de concentration sont clôturés par des barrières de fils de fer barbelés semblables à celles que les Anglais emploient pour les lignes de blockaus.

Indépendamment de cette enceinte naturelle, presque infranchissable, il s'agissait, en outre, de tromper la surveillance des sentinelles, postées sur divers points, ainsi que des patrouilles circulant sur le chemin de ronde.

Déjà plusieurs camarades, exaspérés comme moi par le régime du camp, avaient essayé, pendant la nuit, de passer la barrière ; mais, le matin on avait trouvé leurs cadavres, troués de balles et de coups de balonnettes, enchevêtrés dans les fils de fer.

Il fallait recourir à un autre moyen. Ainsi que je l'ai déjà dit, il mourait chaque jour plusieurs camarades internés. Leurs cadavres étaient déposés dans un coin, près de l'entrée du quartier, où chaque matin, un wagon conduit par un Cafre et surveillé par un ou deux soldats anglais venait les prendre pour les porter à l'endroit servant de cimetière, situé à une certaine distance.

Le soldat et le Cafre prenaient sans le moindre respect les cadavres, qui par les jambes, qui par la barbe, et les jetaient dans le wagon pêle-mêle, comme de simples paquets.

Malgré toute l'horreur de la situation, l'idée me vint de profiter de ces circonstances pour m'évader. Enfin, le 15 décembre, un mois après mon arrivée au camp, je mis mon projet à exécution. Après m'être dévêtu et n'avoir conservé sur moi qu'une chemise, ainsi que cela se faisait pour les morts, je me dirigeai vers l'emplacement où les cadavres étaient déposés, près de la porte du camp.

Je m'installai à côté de ceux qui s'y trouvaient déjà, il y en avait six ce jour-là, et j'attendis le convoi. Le wagon arriva comme à l'ordinaire. Ce n'est pas sans une émotion terrible que je vis approcher le soldat anglais.

Le moment était critique. Bien que ma blessure et les privations endurées eussent fait de moi un véritable cadavre ambulant, je redoutais que ma supercherie ne réussît point. Mes craintes furent vaines.

Le soldat me prit dans ses bras et s'aperçut fort bien que mon corps était chaud, mais il se borna à s'écrier : « Tiens, celui-là est encore chaud ! mais qu'il parte comme les autres ! » Et, avec l'aide du Cafre, il me jeta dans le wagon. Il fit de même pour les autres cadavres et, bientôt après, je fus enfoui sous ses derniers.

Rien ne peut donner une idée de l'horreur que j'éprouvais. Malgré que j'eusse bien réfléchi d'avance et que je fusse prêt à tout, je me trouvai plusieurs fois sur le point d'appeler au secours pour qu'on vînt me délivrer.

Le contact des cadavres glacés me terrifiait, et, pour comble d'horreur, des déjections me coulaient sur le visage et me faisaient respirer un air empuanti. La pensée de ma femme et de mes enfants me soutint pendant ce lugubre voyage du wagon jusqu'au cimetière.

Il dura un quart d'heure environ ; lorsque le soldat et le Cafre me déposèrent au bord de la fosse,